

Le cadeau empoisonné du CDH au MR

- Lutgen d'abord, Milquet ensuite. Le CDH appelle les libéraux à recréer l'union sacrée des francophones.
- Mais cet appel - qui "a du sens", selon Michel Hermans (ULg) - tient aussi du positionnement politique.
- Le MR n'a pas dit tout à fait non : le président Olivier Chastel veut bien une concertation sur le socio-économique.

Le CDH se cherche une opposition

Analyse **Antoine Clevers**

Le CDH a-t-il perdu la tête ? Est-il en train de ranimer le feu communautaire ? Benoît Lutgen (en fin de semaine dernière) et Joëlle Milquet ("La Libre" de lundi) ont appelé à reformer l'union sacrée des francophones. Dans des termes assez alarmistes. "On est dans une situation particulièrement inquiétante pour l'avenir du pays et des francophones", a déclaré le président des humanistes, au "Soir", en référence à la composition atypique du gouvernement fédéral (MR, N-VA, CD&V, Open VLD).

"Dans ce gouvernement, il y a une minoration grave et dangereuse des représentants francophones, c'est-à-dire le MR", a complété la ministre de l'Enseignement. Qui pointe deux dossiers délicats nécessitant, selon elle, une entente forte entre francophones : "la création d'une communauté métropolitaine pour Bruxelles" telle que reprise dans la 6^e réforme de l'Etat; et les circulaires Peeters sur l'emploi des langues.

"Positionnement politique"

Alors, provocation du CDH sur des thèmes communautaires sensibles ? Ou réelles inquiétudes ? Michel Hermans, politologue à l'Université de Liège (ULg), y voit plutôt un "positionnement politique". "Le CDH essaye de jouer la ren-

contre avec le MR pour se démarquer du positionnement du PS", qui adopte une attitude hyper offensive depuis les bancs de l'opposition.

C'est bien là toute la difficulté à laquelle sera confronté le CDH pendant les cinq prochaines années au niveau fédéral. Classiquement, il entend incarner la troisième voie entre les socialistes et les libéraux. C'est la posture qu'il adopte systématiquement en campagne électorale. Mais la configuration politique actuelle complique grandement la donne.

"On est sorti du compromis à la belge traditionnel", analyse Michel Hermans. "On est plutôt dans une logique gauche contre droite, comme en France." A priori, la pire pour des centristes qui se présentent volontiers comme des éléments de synthèse et de compromis dans des coalitions parfois très hétérogènes... Et le risque que leur voix en devienne inaudible est réel.

Donc, le parti de Benoît Lutgen cherche sa voie. La troisième. Il veut éviter de hurler au loup sans cesse "comme le font les socialistes", disent certains en interne. D'autant plus que le parti aurait sans doute pu défendre une bonne partie de l'accord de gouvernement. Il

compte plutôt se présenter comme une force de propositions en se démarquant sur certains sujets précisément identifiés. "On se veut une opposition ferme, mais constructive et positive", nous a déclaré lundi Benoît Lutgen.

De la place au centre

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le plan com' des humanistes. "Sur le fond du problème (communauté métropolitaine, lois linguistiques, 6^e réforme de l'Etat), la sortie du CDH a du sens", conclut M. Hermans. "La discussion devra bien se tenir entre le MR d'une part, seul au fédéral, et le PS et le CDH d'autre part, qui sont dans les majorités régionales. Mais cet appel vient trop tôt", pense-t-il. "Le MR ne peut pas accepter de se lancer là-dedans. Il a d'abord intérêt à stabiliser son gouvernement sur le plan socio-économique. Je pense que le CDH ne cherche pas la confrontation communautaire, mais à affaiblir le MR."

A la rue des Deux-Eglises, on estime en tout cas qu'il y a de la place à prendre... au centre, face, nous dit-on, à un PS qui se braque à gauche et un MR davantage à droite. La troisième voie se trouve visiblement au milieu.

A la rue des Deux-Eglises, on estime en tout cas qu'il y a de la place à prendre... au centre.

Olivier Chastel: "D'accord pour des réunions socio-économiques mais pas de communautaire"

Le MR est-il tenté par la proposition du CDH de relancer la discussion entre partis francophones face à la Flandre? Oui et non... Comme "La Libre" l'a révélé hier sur son site web, Olivier Chastel, président du MR, est partagé. Rappel: Benoît Lutgen dans "Le Soir" et Joëlle Milquet dans "La Libre" ont appelé le MR à se rabibocher (un peu) avec ses adversaires politiques francophones: le PS, le CDH, Ecolo et le FDF.

But: tenir des réunions "francophonissimes" où ces formations politiques accorderaient leurs violons pour défendre la cause francophone au fédéral. Pour le CDH, en effet, le MR est trop faible dans le gouvernement Michel que pour pouvoir résister seul à la force de la N-VA.

Mais Olivier Chastel ne voit pas beaucoup d'altruisme dans cette proposition humaniste. Pour lui, le CDH cherche surtout à exister médiatiquement en réintroduisant, paradoxalement, des dossiers communautaires à l'agenda.

"Ce serait de la provocation"

"Parler de 'front francophone' est quand même fort étonnant, explique le nouveau patron des libéraux. Ce n'est

pas justifié car le gouvernement fédéral fonctionne sur la base d'un accord qui exclut justement toute velléité institutionnelle. Il n'y aura pas de nouvelle réforme de l'État, pas de communautaire. Vous savez, je suis un homme de dialogue. Je discute avec mes homologues francophones comme néerlandophones. Mais je refuse d'être embarqué dans des réunions entre francophones qui auraient, au contraire du gouvernement fédéral,

des thématiques communautaires. Ce serait vraiment de la provocation! Non, ce qu'on veut au MR, c'est créer plus d'emplois et redresser l'économie.

C'est paradoxal de voir que ce sont ceux qui dénonçaient il y a quelques semaines des aspects communautaires dans l'accord de gouvernement qui veulent aujourd'hui remettre ce genre de sujets à l'agenda."

Pour Olivier Chastel, les sujets cités par Joëlle Milquet comme devant être discutés lors des hypothétiques entrevues entre partis francophones (communauté métropolitaine pour Bruxelles, emploi des langues en matière administrative, financement des institutions culturelles fédérales sur le territoire bruxellois) sont, justement, de nature communautaire.

"C'est mieux d'aborder les thématiques liées à l'emploi et à l'économie entre le fédéral et les Régions. Au travers du comité de concertation notamment. Pourquoi pas? Mais je suis aussi prêt à participer à des réunions entre partis francophones sur des thématiques purement socio-économiques. Je suis partant pour apporter ma pierre à l'édifice. Je suis aussi prêt à parler dans le cadre de ces réunions de la simplification des institutions francophones, par exemple."

"Le CDH tente d'exister"

Pourquoi ces appels du pied du CDH en particulier? Pour Olivier Chastel, le CDH veut exister politiquement. "C'est sans doute un positionnement du CDH après deux à trois semaines d'une défer-

lante socialiste qui a dualisé la vie politique fédérale entre le MR et le PS uniquement. Ce positionnement "francophone" du CDH est peut-être destiné à permettre à ce parti d'exister."

La proposition humaniste de relance du dialogue entre le MR et les autres partis politiques francophones incluait la possibilité que l'opposition à la Chambre vote avec les libéraux sur certains points. Suite à une concertation entre le MR et les autres formations du sud du pays, donc. Mais ce cas de figure semble illusoire: on voit mal le MR se désolidariser de ses partenaires flamands au fédéral (N-VA, CD&V et Open VLD) pour faire passer des textes légaux avec l'appui du PS, du CDH, du FDF... La coalition "suédoise" n'y survivrait probablement pas.

Un job pour le comité de concertation

Néanmoins, donc, le MR se dit prêt à discuter des points socio-économiques uniquement avec les autres partis francophones. Pour le "communautaire", Olivier Chastel renvoie aux réunions officielles du comité de concertation entre le niveau de pouvoir fédéral et les entités fédérées. C'est dans ce cénacle que les ministres fédéraux, communautaires et régionaux se rencontrent afin de prévenir les conflits d'intérêt entre ces différents pouvoirs.

Frédéric Chardon

"Je suis prêt à parler dans le cadre de ces réunions de la simplification des institutions francophones."

Épingle

Nouvelle chef de cabinet au MR

Promotion. Nouveau président de parti (faisant fonction), nouvelle chef de cabinet... Olivier Chastel, qui a succédé à Charles Michel à la tête du MR, a désigné sa nouvelle supercollaboratrice. Il s'agit de

Laurence Glautier qui faisait déjà partie des meubles puisqu'elle travaillait au sein du centre d'études du parti (le Centre Jean Gol). Laurence Glautier est visiblement appréciée au sein du parti et y est décrite comme "brillante". Elle avait commencé sa carrière au MR en rentrant dans le cabinet wallon de Serge Kubla à l'époque des majorités Arc-

en-ciel (PS-MR-Ecolo). Depuis 2005, elle était conseillère (juriste) au sein de l'organe central du parti sous la présidence de Didier Reynders puis de Charles Michel. Parmi ses autres fonctions, Laurence Glautier est notamment vice-présidente du conseil d'administration de la RTBF depuis quelques semaines. F.C.